



Conseil économique et social

Distr. générale
6 août 2021
Français
Original : anglais

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Organisé sous les auspices du Conseil économique et social
6-15 juillet 2021

Rapport sur le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2021

Résumé

Selon le Président du Conseil économique et social, l'examen auquel s'est livré le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil à sa session de 2021 montre que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu des effets dévastateurs à tous égards sur les conditions de vie et les moyens d'existence des populations à travers le monde, et a nui aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. La pandémie n'est toutefois pas seule responsable du retard pris dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les avancées étaient loin d'être satisfaisantes avant même qu'elle ne survienne. Les crises liées à la pauvreté, à la faim, aux inégalités, aux changements climatiques, à la perte de biodiversité et à la pollution, toutes étroitement corrélées, avaient déjà entravé le développement et ralenti les progrès. La crise générée par la COVID-19 est un signal d'alarme dont nous avons grand besoin et qui doit nous inciter à engager tout au long des dix années qui viennent des actions véritablement porteuses de changement en faveur des populations et de la planète.

Le Programme 2030 et l'Accord de Paris constituent le plan directeur et la feuille de route d'une relance durable et résiliente après la pandémie de COVID-19. La reprise au niveau mondial dépendra en tout premier lieu de l'accès équitable et universel, toutes populations et tous pays confondus, à des vaccins et traitements abordables, sûrs et efficaces. Les inégalités entre et dans les pays se creusent, et ce sont les pays les plus pauvres et les personnes les plus démunies qui en souffrent le plus. De nombreux pays en développement sont encore au cœur de la tourmente créée par la pandémie et ont souvent beaucoup de mal à obtenir les vaccins et ressources financières qui leur sont nécessaires pour sortir de la crise sanitaire et socio-économique. Dans le même temps, de nombreux pays développés voient la pandémie



s'éloigner, grâce en partie à la disponibilité des vaccins et à la mise en œuvre de plans de relance dotés de ressources suffisantes.

Un élan de solidarité mondiale et de coopération internationale s'impose si nous voulons parvenir à l'équité vaccinale et lutter contre les inégalités profondément ancrées à tous les niveaux. Cela suppose un mode de gouvernance novateur et une volonté politique qui puissent s'appuyer sur des institutions et des stratégies efficaces, afin de reconstruire en mieux et d'obtenir le ferme engagement que nul ne sera laissé de côté.

Les femmes, les personnes âgées, les enfants et les jeunes, ainsi que celles et ceux qui font partie des catégories vulnérables sont parmi les plus touchés par la pandémie. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont les conditions indispensables d'une société plus inclusive et plus équitable. Pour combattre les inégalités et donner des moyens d'action aux femmes et aux groupes touchés de manière disproportionnée par la pandémie, il faut renforcer les systèmes de santé et de protection sociale, et veiller à ce qu'ils soient axés sur l'être humain et tiennent compte des questions de genre. Les technologies, en particulier dans le domaine informatique, et la réduction de la fracture numérique, y compris les disparités entre les sexes en la matière, sont également essentielles pour se relever de la pandémie et mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les modes de consommation et de production non durables et la surexploitation des ressources naturelles ont, en se conjuguant à la croissance démographique mondiale, des effets dévastateurs sur la planète : ils accélèrent les changements climatiques, détruisent la nature et aggravent la pollution. Il faut que les États renforcent leurs plans nationaux de lutte contre les changements climatiques et relèvent leurs ambitions pour se rapprocher des objectifs de l'Accord de Paris, optent pour des systèmes alimentaires plus durables et s'engagent sur la voie d'un développement à faible intensité de carbone.

L'octroi de ressources financières appropriées ainsi qu'un allègement et une restructuration du service de la dette sont autant de mesures à mettre en place de toute urgence pour aider les pays en développement à reprendre pied au sortir de la pandémie. Le soutien international apporté aux pays les moins avancés et aux pays les moins avancés sans littoral doit aller au-delà de l'aide publique au développement et prévoir des modes de financement novateurs, un allègement de la dette, un soutien au commerce et des mesures favorisant l'accès aux marchés. Il convient également d'assurer le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales et de relancer les échanges et les investissements internationaux, y compris dans le domaine de la recherche, de l'innovation et des infrastructures durables.

La reprise économique et les plans de relance devraient se traduire par des investissements en faveur des objectifs de développement durable, permettre de lutter contre les changements climatiques et protéger l'environnement. La mise en œuvre efficace desdits objectifs exige également des données et statistiques de qualité, ce qui suppose par ailleurs d'aider sans plus attendre les pays en développement à se doter des infrastructures nécessaires pour le traitement des données numériques et à renforcer leurs capacités en la matière. Enfin, les objectifs ne pourront être atteints si l'on ne peut s'appuyer sur des partenariats solides aux niveaux local, national, régional et mondial ni recourir à des approches participatives associant un large éventail de partenaires et parties prenantes.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 67/290, l'Assemblée générale a décidé que le forum politique de haut niveau pour le développement durable sous les auspices du Conseil économique et social se réunirait annuellement sur convocation du Président du Conseil pour une période de huit jours, incluant un débat ministériel de trois jours. Conformément au paragraphe 11 c) de l'annexe 68/1 de cette résolution, la réunion ministérielle de trois jours devrait se tenir pendant le débat de haut niveau du Conseil.
2. Dans sa résolution 2021/1, le Conseil a décidé que le forum se tiendrait du 6 au 9 juillet puis le 12 juillet 2021, et que le débat de haut-niveau de sa session de 2021 aurait lieu du 13 au 16 juillet et inclurait les trois jours de réunion ministérielle du forum (13-15 juillet).
3. Dans sa résolution 74/298, l'Assemblée générale a décidé que la session 2021 du forum serait consacrée au thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable » et que le forum, sans préjudice de la nature intégrée, indivisible et interdépendante des objectifs de développement durable, examinerait en profondeur les objectifs 1, 2, 3, 8, 10, 12, 13, 16 et 17.
4. Conformément à la résolution 2021/1 du Conseil, et compte tenu de l'impact continu de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur les activités du Conseil, le forum a tenu ses réunions sous forme de réunions en présentiel au Siège de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de réunions informelles virtuelles et de réunions informelles mixtes.
5. Le présent rapport rend compte des débats du forum organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2021.

II. Compte rendu des travaux et mesures prises lors du forum

6. Du 6 au 15 juillet 2021, 24 réunions – deux réunions informelles mixtes, 21 réunions informelles virtuelles et une réunion formelle en présentiel – se sont tenues dans le cadre du forum, à l'occasion de la séance d'ouverture, de la séance récapitulative et de la séance de clôture, des séances d'examen des objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 3, 8, 10, 12, 13, 16 et 17, du débat thématique, ainsi que de la présentation de l'examen national volontaire de 42 États sur leur mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030.
7. Le compte rendu des séances informelles virtuelles du forum figure à l'annexe 1 du présent rapport.
8. Dans une lettre datée du 6 mai 2021, le Président du Conseil économique et social a invité les membres du forum et les parties prenantes à soumettre par écrit ou au moyen d'un message vidéo leurs déclarations officielles pour le débat général. Les déclarations et messages vidéo transmis au Secrétariat peuvent être consultés sur le site Web du forum¹.
9. Des activités parallèles et des manifestations spéciales ont été organisées en marge des réunions du forum grâce au parrainage d'un groupe diversifié d'intervenants, y compris des gouvernements, des organismes, des fonds et programmes des Nations Unies, des organisations internationales et

¹ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2021#debate>.

intergouvernementales, des grands groupes et d'autres parties prenantes concernées. Des renseignements sur ces activités sont disponibles sur le site Web du forum².

Décision concernant le projet de déclaration ministérielle

10. À sa 1^{re} séance, le 15 juillet, le forum a été saisi du projet de déclaration ministérielle issu du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2021, organisé sous les auspices du Conseil économique et social sur le thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable » ([E/2021/L.26-E/HLPF/2021/L.2](#)).

11. Lors de cette même réunion, le Président du Conseil, M. Munir Akram (Pakistan), a indiqué au forum que le projet de déclaration ministérielle n'avait aucune incidence sur le budget-programme.

12. À la même séance également, le Président du Conseil a attiré l'attention des participants sur les amendements au projet de déclaration ministérielle proposés par la Fédération de Russie, tels qu'ils figurent dans les documents de séance [E/HLPF/2021/CRP.1](#), [E/HLPF/2021/CRP.2](#) et [E/HLPF/2021/CRP.3](#).

13. Toujours lors de la 1^{re} séance, le représentant de la Fédération de Russie a fait une déclaration.

14. Lors de la même réunion, avant le vote, les représentantes et représentants de la Slovénie (au nom de l'Albanie, du Canada, des États-Unis d'Amérique, du Honduras, de l'Islande, du Japon, du Liechtenstein, du Mexique, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse et de l'Union européenne), de la Norvège (au nom de l'Albanie, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, d'El Salvador, des États-Unis d'Amérique, du Honduras, de l'Islande, du Japon, du Liechtenstein, du Mexique, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, de la République de Corée, de la République dominicaine, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse, des Tuvalu, de l'Uruguay et de l'Union européenne) et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom de l'Albanie, du Canada, du Honduras, de l'Islande, du Japon, du Liechtenstein, du Mexique, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Palaos, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse et de l'Union européenne) ont pris la parole pour expliquer leur vote.

Décision concernant l'amendement figurant dans le document de séance [E/HLPF/2021/CRP.1](#)

15. À sa 1^{re} séance, le 15 juillet, à l'issue d'un vote enregistré, le forum a rejeté l'amendement par 130 voix contre 7, avec 3 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Arabie saoudite, Arménie, Bélarus, Côte d'Ivoire, Fédération de Russie, Kazakhstan, Kirghizistan.

Ont voté contre :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade,

² Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2021#other>.

Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, État de Palestine, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Nauru, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Angola, Cambodge, Madagascar.

Décision concernant l'amendement figurant dans le document de séance

[E/HLPF/2021/CRP.2](#)

16. À sa 1^{re} séance, le 15 juillet, à l'issue d'un vote enregistré, le forum a rejeté l'amendement par 130 voix contre 4, avec 3 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Arabie saoudite, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan.

Ont voté contre :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, État de Palestine, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Nauru, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen.

Se sont abstenus :

Angola, Cambodge, Madagascar.

**Décision concernant l'amendement figurant dans le document de séance
E/HLPF/2021/CRP.3**

17. À sa 1^{re} séance, le 15 juillet, à l'issue d'un vote enregistré, le forum a rejeté l'amendement par 131 voix contre 3, avec 4 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Arabie saoudite, Bélarus, Fédération de Russie.

Ont voté contre :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, État de Palestine, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Nauru, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Angola, Cambodge, Kazakhstan, Madagascar.

**Décision concernant le projet de déclaration ministérielle figurant
dans le document E/2021/L.26-E/HLPF/2021/L.2**

18. À la 1^{re} séance, le 15 juillet, la représentante d'Israël a fait une déclaration.

19. À la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, le forum a décidé, par 98 voix contre 4, avec 40 abstentions, de conserver le paragraphe 29. Les voix se sont réparties comme suit³ :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, État de Palestine, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Islande, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Namibie, Népal,

³ Par la suite, la délégation luxembourgeoise a indiqué qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.

Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Israël.

Se sont abstenus :

Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bulgarie, Colombie, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Madagascar, Malte, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Uruguay.

20. À la même séance également, le forum a adopté la déclaration ministérielle dans son ensemble, telle qu'elle figure dans le document [E/2021/L.26-E/2021/L.2](#) (pour le texte adopté, voir le document [E/HLS/2021/1](#)).

21. Toujours à la 1^{re} séance, après l'adoption de la déclaration ministérielle, des déclarations ont été faites par les représentantes et représentants de la Guinée (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de la Slovénie (au nom de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Géorgie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la République de Moldova, de l'Ukraine et de l'Union européenne), du Canada (également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande), du Saint-Siège, de la Hongrie, des États-Unis d'Amérique, du Mexique, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Turquie, de l'Iraq, du Guatemala, de la Suisse, de la République de Corée, d'Israël, de la République islamique d'Iran, de l'Éthiopie et de l'Ukraine.

Adoption du projet de rapport

22. À la 1^{re} séance, le 15 juillet, le forum a adopté son projet de rapport ([E/HLPF/2019/L.1](#)) au titre du point 4 de l'ordre du jour (Adoption du rapport) et décidé de charger le Président du Conseil d'en établir la version finale pour qu'il reflète les travaux du forum.

Clôture du forum

23. À la 1^{re} séance, le 15 juillet, au moment de la clôture du forum, la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation, Amina Mohammed, a fait une déclaration.

24. À la même séance, le Président du Conseil a fait une déclaration et déclaré clos le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil à sa session de 2021.

III. Questions d'organisation et questions diverses

A. Ordre du jour

25. À sa 1^{re} séance, le 15 juillet, le forum a adopté son ordre du jour provisoire ([E/HLPF/2021/1](#)).

1. Adoption de l'ordre du jour

2. Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable (résolution [74/298](#) de l'Assemblée générale) :
 - a) Examen des objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 3, 8, 10, 12, 13, 16 et 17 ;
 - b) Examen thématique ;
 - c) Examens nationaux volontaires.
3. Adoption de la déclaration ministérielle
4. Adoption du rapport

B. Participation

26. La réunion du forum a rassemblé les représentants de 156 États Membres de l'Organisation des Nations Unies et États membres d'institutions spécialisées. Étaient également présents des observateurs accrédités d'organisations intergouvernementales, des représentants d'organismes des Nations Unies et des représentants accrédités d'organisations non gouvernementales et d'autres organisations. La liste des participants est parue sous la cote [E/HLPF/2021/INF/1](#).

C. Documentation

27. La liste des documents examinés par le forum figure à l'annexe II du présent rapport. D'autres documents pertinents sont également disponibles sur le site Web du forum⁴.

⁴ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2021#docs>.

Annexe I

Compte-rendu des réunions informelles mixtes (1^{re} et 2^e réunions informelles) et des réunions informelles virtuelles (3^e à 23^e réunions informelles) du forum

A. Ouverture

1. À la 1^{re} séance informelle, le 6 juillet 2021, le Président du Conseil économique et social, Munir Akram (Pakistan), a formulé des observations liminaires.
2. À cette même séance, le Vice-Président du Conseil, Juan Sandoval Mendiola (Mexique), a relayé les messages issus du débat consacré à l'intégration tenu le 2 juillet 2021.
3. À la même séance également, le Président du Sénégal, Macky Sall, a fait une déclaration liminaire par vidéo préenregistrée. Les personnalités ci-après ont fait des déclarations liminaires par visioconférence : le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, Tedros Adhanom, la directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Ngozi Okonjo-Iweala, ainsi que le professeur d'économie politique de l'Université de Chicago, Michael Kremer.

B. Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable

1. Examen des objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 3, 8, 10, 12, 13, 16 et 17

4. Lors de ses 4^e, 6^e et 7^e réunions informelles, les 7 et 8 juillet 2021, le forum a procédé à l'examen des objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 3, 8, 10, 12, 13, 16 et 17 [point 2 a)].

a) Table ronde interactive sur le thème « Comment s'engager sur la voie de l'éradication de la pauvreté et de la faim, et comment évoluer vers des économies inclusives et durables ? »

5. Lors de sa 4^e réunion informelle, le 7 juillet, le forum a procédé à un examen des objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 8 et 17, de leurs corrélations et de leurs liens avec d'autres objectifs, qui a été suivi d'une table ronde interactive sur le thème « Comment s'engager sur la voie de l'éradication de la pauvreté et de la faim, et comment évoluer vers des économies inclusives et durables ? », présidée par le Vice-Président du Conseil, Collen Vixen Kelapile (Botswana), qui a fait une déclaration.
6. M^{me} Sania Nishtar, Ministre fédérale et Assistante spéciale du Premier Ministre du Pakistan pour la protection sociale et la réduction de la pauvreté, a prononcé un important discours.
7. La Sous-Secrétaire générale à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations attachée au Département des affaires économiques et sociales, Maria-Francesca Spatolisano, a présenté un exposé sur les bonnes pratiques dans la mise en œuvre des objectifs.

8. La représentante de la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales a présenté les points saillants du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs 1, 2, 8 et 17.

9. Le forum s'est poursuivi par un débat interactif, animé par la coordinatrice du Scaling-Up Nutrition Movement, Gerda Verburg, qui a fait une déclaration.

10. Des exposés ont été présentés par un certain nombre d'experts, à savoir le Président du Fonds international de développement agricole (FIDA), Gilbert F. Houngbo, le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, Guy Rider, l'associé principal de recherche et directeur de l'Africa Growth Initiative de la Brookings Institution et ancien Vice-Président de la Banque africaine de développement, Aloysius Ordu, et la professeure d'océanographie biologique au Globe Institute et responsable du Sustainability Science Centre de l'Université de Copenhague, Katherine Richardson.

11. Des déclarations ont été faites par les intervenants principaux ci-après : l'Économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Maximo Torero, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Olivier De Schutter, le Secrétaire général adjoint de l'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale au Rwanda, Eric Manzi et le Directeur et fondateur de Mnandi Africa, au Zimbabwe, Ruramiso Mashumba.

12. Des déclarations ont été faites par plusieurs intervenants, à savoir le Ministre burkinabé de l'économie, des finances et du développement, Lassané Kabore, la Ministre belge de la Coopération au développement, Meryame Kitir, la Ministre péruvienne du développement et de l'inclusion sociale, Silvana Eugenia Vargas Winstanley et le Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et Représentant permanent de la Thaïlande auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (FAO, FIDA et Programme alimentaire mondial), Thanawat Tiensin.

13. La séance s'est poursuivie par un débat interactif, au cours duquel les expertes et experts ont réagi aux interventions des représentantes et représentants de l'Indonésie, de la Thaïlande, du Népal, de la France, de la Finlande, de l'Union européenne, de la Suisse, de la Suède, de la Norvège, de la Chine, du Guatemala, des Philippines, de la Fédération de Russie, du Saint-Siège et du Bangladesh.

14. Le représentant du Programme des Nations Unies pour l'environnement a également fait une déclaration.

15. Ont également participé au débat les représentantes et représentants du grand groupe des femmes et du grand groupe des peuples autochtones, ainsi que les représentantes et représentants du groupe d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique et des communautés victimes de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance.

16. Le Vice-Président du Conseil (Botswana) a formulé des observations finales.

b) Table ronde interactive sur le thème « Comment réorganiser et transformer les modes de consommation et de production, et comment aborder et atténuer les changements climatiques ? »

17. À sa 6^e réunion informelle, le 7 juillet, le forum a procédé à un examen des objectifs de développement durable n^{os} 12, 13 et 17, de leurs corrélations et de leurs liens avec d'autres objectifs, examen qui a été suivi de deux tables rondes interactives sur le thème « Comment réorganiser et transformer les modes de consommation et de

production, et comment aborder et atténuer les changements climatiques ? », présidées par la Vice-Présidente du Conseil, Pascale Baeriswyl (Suisse), qui a fait une déclaration.

18. Le Ministre fédéral, Assistant spécial du Premier Ministre du Pakistan pour le changement climatique, Malik Aslam, a formulé des observations liminaires dans une vidéo préenregistrée.

19. La représentante de la Division de statistique a présenté les points saillants du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 12, 13 et 17.

20. Un message vidéo préenregistré par des enfants et de jeunes militants du climat a été diffusé.

21. Le forum s'est poursuivi par deux débats, animés par la Directrice générale de The Nature Conservancy, Jennifer Morris, qui a fait une déclaration.

22. Durant le premier débat, des déclarations ont été faites par divers expertes et experts, à savoir le Directeur général de l'Union internationale pour la conservation de la nature, Bruno Oberle, la Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Patricia Espinosa, et le Directeur de Hirdaramani International Group, au Sri Lanka, Nikhil Hirdaramani.

23. Une déclaration a été faite par l'intervenante principale, qui est chef cuisinière, agricultrice, chef d'entreprise et membre des Jeunes Champions de la Terre des Nations unies aux Philippines, Louise Mabulo.

24. Des déclarations ont également été faites par plusieurs intervenants ministériels : le Secrétaire argentin aux changements climatiques, au développement durable et à l'innovation auprès du Ministère de l'environnement et du développement durable et Président du conseil d'administration du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables, Rodrigo Rodriguez Tornquist, la Secrétaire d'État suédoise auprès de la Vice-Première Ministre et Ministre de l'environnement et du climat, Annika Jacobsen, et le Commissaire européen à l'environnement, aux océans et à la pêche, Virginijus Sinkevičius (vidéo préenregistrée).

25. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants de la France, de l'Indonésie, du Danemark, de la Finlande, du Guyana, du Guatemala, du Bangladesh et de la Suisse, ainsi que du grand groupe des autorités locales ont formulé des observations et posé des questions.

26. Durant le deuxième débat, une déclaration a été faite, en sa qualité d'experte, par la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe, Olga Algayerova.

27. Des déclarations ont été faites par les différents intervenants principaux, à savoir la Sous-Secrétaire générale et Chef du Bureau de New York du Programme des Nations unies pour l'environnement, Ligia Noronha, et le Coordinateur régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale du Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes au Togo, Kossivi Adessou (au nom du groupe d'intérêt des parties prenantes de Sendai).

28. Une déclaration a également été faite, en sa qualité d'intervenant ministériel, par l'Envoyé spécial pour les affaires climatiques du Ministère portugais des affaires étrangères, Alexandre Leitão.

29. Au cours du débat interactif qui a suivi, les intervenants principaux et l'experte ont répondu aux commentaires et aux questions des représentantes et représentants

du Maroc et de la Chine, ainsi que du représentant du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

30. La Vice-Présidente du Conseil (Suisse) a formulé des observations finales.

c) Table ronde interactive sur le thème « Quel chemin suivre pour bâtir des sociétés plus pacifiques, équitables et inclusives ? »

31. Lors de sa 7^e réunion informelle, le 8 juillet, le forum a procédé à un examen des objectifs de développement durable n^{os} 3, 10, 16 et 17, de leurs corrélations et de leurs liens avec d'autres objectifs, examen qui a été suivi d'une table ronde interactive sur le thème « Quel chemin suivre pour bâtir des sociétés plus pacifiques, équitables et inclusives ? », présidée par le Vice-Président du Conseil (Botswana), qui a fait une déclaration.

32. La représentante de la Division de statistique a présenté les points saillants du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 3, 10, 16 et 17.

33. Le forum s'est poursuivi par une discussion, animée par la Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, Jan Beagle, qui a fait une déclaration.

34. Des exposés ont été présentés par plusieurs expertes et experts, à savoir la Directrice exécutive d'Oxfam International, Gabriela Bucher, la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Armida Salsiah Alisjahbana, la Directrice scientifique associée du Centre pour le programme de recherche sur le sida d'Afrique du Sud et professeure d'épidémiologie clinique à l'Université de Columbia, Quarraisha Abdool Karim, l'associé principal de recherche du Political Economy Research Institute de l'University du Massachusetts à Amherst, James K. Boyce, et la Directrice du Centre de coopération internationale de l'Université de New York, Sarah Cliffe.

35. Des déclarations ont été faites par différents intervenants principaux : la Vice-Ministre italienne des affaires étrangères et de la coopération internationale, Marina Sereni, la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, Najat Maalla M'jid, la Directrice exécutive du bureau de l'Organisation mondiale de la Santé auprès des Nations Unies, Nata Menabde, et la professeure associée à l'Université d'État de Moldova, Valentina Bodrug-Lungu (au nom du grand groupe des femmes et du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe).

36. Des déclarations ont également été faites par plusieurs intervenants, à savoir le Secrétaire d'État portugais aux affaires étrangères et à la coopération, Francisco André, le Président de la Commission de consolidation de la paix et Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies, Mohamed Fathi Ahmed Edrees, la Secrétaire générale de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, Margit Kraker, le Contrôleur général du Chili, Jorge Bermudez Soto, ainsi qu'un membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones au Mexique, Irma Pineda Santiago.

37. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants de la Suisse, de la France, de l'Union européenne, de l'Indonésie, des Pays-Bas, de la Fédération de Russie, de la Belgique, de la Norvège, de la Finlande, du Népal, de la Suède, de la République de Corée et du Danemark ont formulé des observations et posé des questions.

38. Les représentantes et représentants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont également participé aux discussions.

39. La représentante ou le représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales, de même que les représentantes et représentants des groupes d'intérêt du financement des acteurs de la société civile pour le développement, de « Together 2030 » et des personnes handicapées, ont fait des déclarations.

40. Le Vice-Président du Conseil (Botswana) a formulé des observations finales.

2. Examen thématique

41. Lors de ses 1^{re} à 3^e, 5^e, 8^e à 13^e, 17^e et 18^e réunions informelles qui se sont déroulées du 6 au 9 juillet et les 12 et 14 juillet 2021, le forum a tenu des discussions interactives dans le cadre de l'examen thématique (point 2 b) de l'ordre du jour).

a) Discussion interactive sur le thème « Les objectifs de développement durable en temps de crise : une reprise durable, inclusive et résiliente après COVID-19 comme une opportunité de réaliser les objectifs de développement durable »

42. Lors de sa 1^{re} réunion informelle, le 6 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Les objectifs de développement durable en temps de crise : une reprise durable, inclusive et résiliente après COVID-19 comme une opportunité de réaliser les objectifs de développement durable », présidée par le Président du Conseil.

43. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Liu Zheming, a présenté le rapport du Secrétaire général faisant le point sur les objectifs de développement durable (document paru sous la cote [E/2021/58](#)).

44. La discussion a été animée par l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, Achim Steiner, qui a fait une déclaration.

45. Des exposés ont été présentés par plusieurs expertes et experts : le Ministre d'État chargé du Commonwealth et de l'Organisation des Nations Unies du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tariq Ahmad, la Ministre fédérale et Assistante spéciale du Premier Ministre du Pakistan pour la protection sociale et la réduction de la pauvreté, Sania Nishtar, la Directrice générale adjointe de la coopération internationale au Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Birgitta Tazelaar, la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Henrietta Fore, la Ministre des affaires économiques et des investissements de la Barbade, Marsha Caddle, la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Rola Dashti, la Ministre d'État chargée de la planification économique au Rwanda, Claudine Uwera, le Directeur du Bureau de la planification et du budget de l'Uruguay, Isaac Alfie, la Secrétaire générale de Care International, Sofia Sprechmann Sineiro, le Directeur général du Centre for Global Public Goods et membre du conseil d'administration du Forum économique mondial, Dominic Waughray, et l'associé principal de recherche invité au Khazanah Research Institute et Chercheur invité à l'Initiative for Policy Dialogue de l'Université de Columbia, Jomo Kwame Sundaram.

46. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants de la France, de la Finlande, des Philippines, de la Suisse, de la Chine, de l'Indonésie, du Népal, de la République de Corée et de l'Afrique du Sud ont fait des déclarations.

47. Des déclarations ont également été faites par les représentantes et représentants du groupe d'intérêt des personnes handicapées et du grand groupe des enfants et des jeunes.

48. Le Président du Conseil a fait une déclaration.

b) Discussion interactive sur le thème « Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte »

49. À sa 2^e réunion informelle, le 6 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte », présidée par la Vice-Présidente du Conseil (Suisse), qui a fait une déclaration.

50. La discussion a été animée par la Secrétaire générale de la Fédération internationale du vieillissement, Jane Barratt, qui a également fait une déclaration.

51. Des exposés ont été présentés par plusieurs expertes et experts, à savoir la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet Jeria, la Vice-Présidente principale de l'Internet Society, Jane Coffin, le Directeur général de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés, Joshua Phoho Setipa, et le Coordinateur de recherche principal du Centre international de politiques pour une croissance inclusive, et Chercheur à l'Institut de recherches économiques appliquées, Fabio Veras.

52. Des déclarations ont été faites par plusieurs intervenants principaux, à savoir le Rapporteur spécial sur le droit au développement, Saad Alfarargi, le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, António Vitorino, et la Directrice exécutive de l'Asia Dalit Rights Forum, Beena Pallical (au nom du groupe d'intérêt des communautés victimes de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance).

53. Une déclaration a été faite, en sa qualité d'intervenante, par la Ministre ghanéenne de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale, Sarah Adwoa Safo.

54. Au cours du débat interactif qui a suivi, les expertes et experts ont réagi aux interventions des représentantes et représentants du Ghana, du Mexique, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Belgique, de l'Indonésie et de la Suisse.

55. Les représentantes et représentants des groupes d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique et de « Together 2030 » (également au nom de Vision du monde International, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social) ont participé au débat.

56. La Vice-Présidente du Conseil (Suisse) a formulé des observations finales.

c) Discussion interactive sur le thème « Renforcer la résilience face aux chocs futurs par des changements structurels et des investissements dans des infrastructures durables »

57. À sa 3^e réunion informelle, qui s'est tenue le 6 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Renforcer la résilience face aux chocs futurs par des changements structurels et des investissements dans des infrastructures durables », présidée par le Président du Conseil.

58. La discussion a été animée par le professeur émérite de l'Université McMaster au Canada, Atif Kubursi, qui a fait une déclaration.

59. Des exposés ont été présentés par un certain nombre d'expertes et d'experts : la Secrétaire générale par intérim de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Isabelle Durant, la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, Vera Songwe, le professeur en risques climatiques et environnementaux et ancien Directeur de l'Environmental Change Institute de l'Université d'Oxford, Jim Hall, l'Économiste en chef de la Banque

asiatique d'investissement dans les infrastructures, Erik Berglof (vidéo préenregistrée), la Directrice du Global Social Justice Program de l'Initiative for Policy Dialogue, Isabel Ortiz, le Vice-Président exécutif et Chef du département en charge du développement durable et des affaires internationales à la Pacific Investment Management Company LLC, Gavin Power, et le professeur associé et Codirecteur du Centre for Social Protection de l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex en Angleterre, Stephen Devereux.

60. Des déclarations ont été faites par plusieurs principaux intervenants, à savoir la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe et Cheffe du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, Mami Mizutori, le Directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, Francesco La Camera, le Directeur exécutif du Fonds vert pour le climat, Yannick Glemarec (vidéo préenregistrée), le premier Vice-Président chargé des affaires internationales et Conseiller juridique de Pinduoduo en Chine, Jianchong Zhu, (vidéo préenregistrée), le Président de la Campagne mondiale pour l'éducation et Directeur général et fondateur du Teacher Creativity Centre dans l'État de Palestine, Refat Sabbah (au nom du groupe d'intérêt des acteurs de l'enseignement), et le Directeur du département jeunesse du Voluntary Service Overseas au Népal, Suran Maharjan (au nom du groupe d'intérêt des bénévoles).

61. Des déclarations ont été faites par plusieurs intervenants, à savoir le Ministre des transports et Ministre irlandais des communications, de l'action pour le climat et de l'environnement, Eamon Ryan, et le Vice-Président exécutif de la Commission européenne en charge de l'économie au service des personnes et Commissaire européen au commerce, Valdis Dombrovskis (vidéo préenregistrée).

62. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants du Guyana, de la France, de la Thaïlande, de la Chine, de l'Indonésie et du Guatemala ont formulé des observations.

63. Des déclarations ont également été faites par les représentantes et représentants du grand groupe de la communauté scientifique et technique et du grand groupe des organisations non gouvernementales, ainsi que par la représentante ou le représentant du groupe d'intérêt des parties prenantes de Sendai.

64. Le Président du Conseil a formulé des observations finales.

d) Discussion interactive sur le thème « Mise en œuvre et examen des objectifs fixés pour 2020 »

65. À sa 5^e réunion informelle qui s'est tenue le 7 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Mise en œuvre et examen des objectifs fixés pour 2020 », présidée par le Vice-Président du Conseil (Mexique).

66. La discussion a été animée par le Président par intérim et Directeur général de l'Institut des ressources mondiales, Manish Bapna, qui a fait une déclaration et procédé à un sondage.

67. Des exposés ont été présentés par plusieurs expertes et experts, à savoir M. David Donoghue, membre émérite de l'Overseas Development Institute et ancien cofacilitateur des négociations sur l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, Elizabeth Maruma Mrema, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour les océans, Peter Thompson.

68. Une déclaration a été faite au nom des commissions régionales par la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe.

69. Des déclarations ont été faites par plusieurs principaux intervenants : l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la sécurité routière, Jean Todt, la Directrice de la région Afrique du Fonds mondial pour la nature, Alice Ruhweza, et le professeur et Président du Département de coopération internationale de l'Institut des relations internationales de l'Université nationale de La Plata, en Argentine, Javier Surasky (au nom du groupe d'intérêt de « Together 2030 »).

70. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants de la Fédération de Russie, de la Belgique, de la Finlande, de la Suisse, de l'Union européenne, du Danemark, du Guatemala et de l'Indonésie ont formulé des observations et posé des questions.

71. Le Vice-Président du Conseil (Mexique) a formulé des observations finales.

e) Discussion interactive sur le thème « Approche locale : Comment soutenir les autorités locales dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable et mieux exploiter les examens locaux volontaires »

72. À sa 8^e réunion informelle, le 8 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Approche locale : Comment soutenir les autorités locales dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable et mieux exploiter les examens locaux volontaires », présidée par le Vice-Président du Conseil, Sergiy Kyslytsya (Ukraine), qui a fait une déclaration.

73. La discussion a été animée par Anthony F. Pipa, associé principal de recherche au Centre for Sustainable Development in the Global Economy and Development Programme de la Brookings Institution, qui a fait une déclaration.

74. Des exposés ont été présentés par une experte et un expert, à savoir la maire de Subang Jaya, en Malaisie, Noraini Roslan, et le maire d'Helsinki, Jan Vapaavuori.

75. Des déclarations ont été faites par des intervenants principaux : le Ministre norvégien des affaires communales et de la modernisation, Nikolai Astrup, le Président de l'Association norvégienne des autorités locales et régionales, Bjorn Arild Gram (vidéo préenregistrée), et la Présidente de la South African Local Government Association, Cllr Thembisile Nkadimeng (au nom du grand groupe des autorités locales).

76. Des déclarations ont également été faites par plusieurs intervenants, à savoir la Présidente de Regions4 et Ministre du développement économique, de la durabilité et de l'environnement du Gouvernement basque (Espagne), Arantxa Tapia, la Commissaire aux affaires internationales du Bureau du maire de New York, Penny Abeywardena, le maire de Kitakyushu au Japon, Kenji Kitahashi (vidéo préenregistrée), et le Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, Leendert Verbeek.

77. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants de la France, d'Israël, de la Thaïlande, de l'Union européenne, de la Belgique, de la Fédération de Russie, de l'Inde et de l'Indonésie ont formulé des observations et posé des questions.

78. Des déclarations ont également été faites par les représentantes et représentants du grand groupe des enfants et des jeunes et du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe.

f) Discussion interactive sur le thème « Rétablir les conditions nécessaires à l'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable dans les pays d'Afrique, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral »

79. À sa 9^e réunion informelle, le 8 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Rétablir les conditions nécessaires à l'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable dans les pays d'Afrique, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral », présidée par la Vice-Présidente du Conseil (Suisse).

80. La Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a présenté un exposé.

81. Le forum s'est poursuivi par un débat animé par la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Courtney Rattray, qui a fait une déclaration.

82. Des exposés ont été présentés par plusieurs expertes et experts, à savoir le Directeur général adjoint du Qatar Fund for Development, Ali Al-Dabbagh, la Directrice exécutive du Réseau international Energia sur le genre et l'énergie durable, Sheila Oparaocha, et le Directeur de la division de la programmation par pays du Fonds vert pour le climat, Pa Ousman Jarju.

83. Des déclarations ont été faites par deux intervenants principaux : la coordinatrice mondiale du Groupe de Jeunes ODD7, Chiagozie Udeh, et le Secrétaire technique du Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale, Basiru Isa (au nom du grand groupe des peuples autochtones).

84. Des déclarations ont été faites par les intervenants ci-après : le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan et Président du Groupe des pays en développement sans littoral, Mukhtar Tleuberdi (vidéo préenregistrée), le Ministre des affaires étrangères du Malawi et Président du Groupe des pays les moins avancés, Eisenhower Mkaka (vidéo préenregistrée), le Ministre des affaires étrangères du Bhoutan, Tandi Dorji (vidéo préenregistrée), la Secrétaire du Gouvernement kenyan chargée de la fonction publique et de l'égalité des sexes, Margaret Kobia, et le Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins, Michael Lodge.

85. Au cours du débat interactif qui a suivi, les experts ont réagi aux interventions des représentantes et représentants de l'Afrique du Sud, du Portugal, de la France, du Maroc, de l'Indonésie, de Madagascar, du Népal, de l'Union européenne et de la Chine.

86. Les représentantes et représentants du groupe d'intérêt des personnes handicapées et du grand groupe des femmes, ainsi que le représentant du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique, ont également fait des déclarations.

87. La Vice-Présidente du Conseil (Suisse) a formulé des observations finales.

g) Discussion interactive sur le thème « S'unir pour aider les petits États insulaires en développement à s'engager sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable »

88. À sa 10^e réunion informelle, le 9 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « S'unir pour aider les petits États insulaires en

développement à s'engager sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable », présidée par le Vice-Président du Conseil (Ukraine).

89. Une déclaration a été faite par l'Administratrice du Fonds d'investissement pour le climat, Mafalda Duarte.

90. Le forum s'est poursuivi par une discussion, animée par le Ministre des affaires étrangères, de l'immigration et du commerce international d'Antigua-et-Barbuda, Everly Paul Chet Greene, qui a fait une déclaration.

91. Des exposés ont été présentés par plusieurs experts, à savoir le Président des Seychelles, Wavel Ramkalawan, la Ministre de la condition féminine, de l'enfance et de la réduction de la pauvreté des Fidji, Mereseini Raquita Vuniwaqa, le Ministre du tourisme, de l'aviation civile, de la résilience climatique et de l'environnement de la Grenade, Simon Stiell, Ministre d'État en charge des finances du Guyana, Ashni Singh, et la Secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland.

92. Des déclarations ont été faites par une intervenante principale, la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, et Directrice exécutive de la Pacific Islands Association of Non-Governmental Organizations, Emeline Siale Ilolahia (au nom du grand groupe des organisations non gouvernementales).

93. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants de la France, des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Indonésie et du Danemark ont formulé des observations.

94. Des déclarations ont également été faites par les représentantes et représentants du grand groupe des entreprises et de l'industrie et du grand groupe des femmes, ainsi que par les représentantes et représentants des groupes d'intérêt des communautés victimes de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance et du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

95. Le Vice-Président du Conseil (Ukraine) a formulé des observations finales.

h) Discussion interactive sur le thème « Mobiliser la science, la technologie et l'innovation et renforcer l'interface science-politique-société »

96. À sa 11^e réunion informelle, le 9 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Mobiliser la science, la technologie et l'innovation et renforcer l'interface science-politique-société », présidée par le Vice-Président du Conseil (Ukraine).

97. Des allocutions liminaires ont été prononcées par le Coprésident de la session 2021 du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service des objectifs de développement durable et Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Mohammad Koba, et par le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, Houlin Zhao.

98. Le débat a été animé par le Coprésident de la session 2021 du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable et Représentant permanent de la Lettonie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Andrejs Pildegovics, qui a fait une déclaration.

99. Des exposés ont été présentés par les experts ci-après : la Coprésidente du Groupe de 10 hauts représentants chargés d'appuyer le Mécanisme de facilitation des technologies, professeur de physique et Directrice adjointe de la recherche de

Biosphère 2 à l'Université d'Arizona, Cherry Murray, la Coprésidente du groupe international de scientifiques chargés du Rapport mondial sur le développement durable de 2023, Directrice adjointe de l'Institut allemand de développement et professeure honoraire du Centre for Ethics and Responsibility de la Hochschule Bonn-Rhein-Sieg, Imme Scholz, et l'Ambassadrice en chef du Web de la World Wide Web Foundation au Nigéria, Nnenna Nwakanm.

100. Des déclarations ont été faites par deux intervenantes principales : Sanja Nikolin, membre du Groupe consultatif de la société civile pour l'Europe et l'Asie centrale à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et la Directrice pour l'Asie de l'ETC Group, Elenita Daño (au nom du grand groupe de la communauté scientifique et technique et du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique).

101. Des déclarations ont également été faites par plusieurs intervenants, à savoir la Ministre colombienne des technologies de l'information et des communications, Karen Abudinen (vidéo préenregistrée), la Ministre mongole du travail et de la protection sociale, Ariunzaya Ayush, le Vice-Ministre ukrainien de l'éducation et des sciences en charge de l'intégration européenne, Andrii Vitrenko, le Directeur exécutif du Qatar Computing Research Institute de l'Université Hamad Bin Khalifa, Ahmed El-Magarmid, et le Responsable scientifique de la FAO, Ismahane Elouafi.

102. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants de la Finlande, du Nigeria, de la Belgique, de la Norvège, de la République islamique d'Iran, de l'Union européenne, de la Suède, de la Pologne, de la France, de la Chine et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations.

103. Des déclarations ont également été faites par les représentantes et représentants du grand groupe des peuples autochtones, du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

104. Le Vice-Président du Conseil (Ukraine) a formulé des observations finales.

i) Discussion interactive sur le thème « Vision et priorités de la société civile, du secteur privé et des autres grands groupes et parties prenantes : réaliser les objectifs de développement durable pendant le relèvement de la pandémie de COVID-19 »

105. À sa 12^e réunion informelle, le 9 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Vision et priorités de la société civile, du secteur privé et des autres grands groupes et parties prenantes : réaliser les objectifs de développement durable pendant le relèvement de la pandémie de COVID-19 », présidée par le Vice-Président du Conseil (Mexique), qui a fait une déclaration.

106. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a formulé des observations liminaires dans une vidéo préenregistrée.

107. Le forum s'est poursuivi par une discussion, animée par la Coprésidente du mécanisme de coordination des grands groupes et autres parties prenantes du forum politique de haut niveau, Mabel Bianco.

108. Des déclarations ont été faites par les experts ci-après : la représentante du groupe d'intérêt des personnes handicapées, Ruth Warick, le représentant du groupe d'intérêt des personnes âgées, Kiran Rabheru, la représentante du groupe d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexe, Mariah Rafaela Silva, et la représentante du grand groupe des peuples autochtones et du groupe d'intérêt du

Mécanisme de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique, Joan Carling.

109. Des déclarations ont également été faites par plusieurs intervenants principaux, à savoir le Secrétaire général de la Commission nationale du développement durable attaché au Cabinet du Premier Ministre de la Finlande, Sami Pirkkala, le Sous-Secrétaire général à la coordination stratégique attaché au Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Volker Türk, la Présidente de l'Institut national de la femme au Mexique, Nadine Gasman, et la Présidente du Comité d'experts de l'administration publique des Nations Unies et ancienne Ministre des services publics d'Afrique du Sud, Geraldine Joslyn Fraser-Moleketi.

110. Au cours du débat interactif qui a suivi, les experts ont répondu aux observations et questions des représentantes et représentants de la France, de la Norvège, de la Suède, du Sénégal, du Guatemala, du Japon et de l'Autriche.

111. Des déclarations ont été faites par les représentantes et représentants de plusieurs grands groupes : celui des enfants et des jeunes, celui des entreprises et de l'industrie, celui des organisations non gouvernementales et celui des femmes, ainsi que par les représentants de divers groupes d'intérêt : celui des bénévoles, celui du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission pour l'Europe, celui de « Together 2030 » et celui des communautés victimes de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance.

112. Le Vice-Président du Conseil (Mexique) a formulé des observations finales.

j) Discussion interactive sur le thème « Investir dans les objectifs de développement durable : comment accroître les financements publics et privés pour favoriser des investissements à effet catalyseur en vue de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ? »

113. À sa 13^e réunion informelle, le 12 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Investir dans les objectifs de développement durable : comment accroître les financements publics et privés pour favoriser des investissements à effet catalyseur en vue de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ? », présidée par le Vice-Président du Conseil (Ukraine), qui a fait une déclaration.

114. La discussion a été animée par Homi Kharas, associé principal de recherche et Directeur adjoint du Global Economy and Development Programme de la Brookings Institution, qui a fait une déclaration.

115. Des exposés ont été présentés par plusieurs experts, à savoir la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Alicia Bárcena, la Directrice générale et Présidente de Global Research pour JP Morgan Corporate and Investment Bank, Joyce Chang, et la professeure de droit de l'Université de Georgetown et associée principale de recherche non résidente au Peter G. Peterson Institute for International Economics, Anna Gelpern.

116. Des déclarations ont été faites par deux intervenants principaux : la défenseuse mondiale pour l'implication des femmes dans le commerce électronique à la CNUCED et ancienne Ministre des finances de la Macédoine du Nord, Nina Angelovska, et le Directeur exécutif du Réseau africain pour la dette et le développement, Jason Rosario Braganza (au nom du groupe d'intérêt du financement des acteurs de la société civile pour le développement).

117. Des déclarations ont été faites par plusieurs intervenants, à savoir la Commissaire européenne aux partenariats internationaux, Jutta Urpilainen (vidéo

préenregistrée), la Ministre égyptienne de la coopération internationale, Rania Al-Mashat, et le Ministre seychellois des finances, du plan et du commerce, Naadir Hassan.

118. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants de la Thaïlande, de Madagascar, de la France, de la Norvège, du Népal, de la Finlande, de la Jamaïque, de la Suède, du Guatemala et de l'Indonésie ont formulé des observations.

119. Les représentantes et représentants des groupes d'intérêt des communautés victimes de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance et du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique, ainsi que les représentantes et représentants du grand groupe des organisations non gouvernementales et du grand groupe des femmes, ont également participé au débat.

120. Le Vice-Président du Conseil (Ukraine) a formulé des observations finales.

k) Principaux messages de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement

121. Lors de la 17^e réunion informelle, le 13 juillet, faisant suite à une déclaration du Président du Conseil, le Président de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre norvégien de l'environnement et du climat, Sveinung Rotevatn, s'est adressé au forum et a transmis les principaux messages de l'Assemblée dans une vidéo préenregistrée.

l) Messages émanant des régions

122. À sa 18^e réunion informelle, le 14 juillet, le forum a tenu une discussion interactive pour entendre les messages des régions, présidée par le Président du Conseil, qui a fait une déclaration.

123. La discussion a été animée par la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et Coordinatrice des commissions régionales, qui a également fait une déclaration.

124. Des présentations ont été faites par plusieurs experts : la Ministre congolaise de l'environnement, du développement durable et du Bassin du Congo et Présidente de la septième session du Forum régional africain pour le développement durable, Arlette Soudan-Nonault, le Ministre costaricien des relations extérieures et des cultes et Président de la quatrième session du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, Rodolfo Solano Quiros, la Ministre fidjienne de la condition féminine, de l'enfance et de la réduction de la pauvreté et Présidente de la huitième session du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, Mereseini Rakuita Vuniwaqa, le Ministre saoudien de l'économie et du plan et Président de la session 2021 du Forum arabe pour le développement durable, Faisal Al Ibrahim (vidéo préenregistrée), ainsi que par le Secrétaire d'État portugais aux affaires étrangères et à la coopération, Francisco André, et le Conseiller d'État auprès du Premier Ministre roumain, László Borbély, en leur qualité de Coprésidents de la cinquième session du forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe.

125. Des exposés ont été présentés par différentes intervenantes, à savoir la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe,

la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique et la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.

126. Des déclarations ont également été faites par les intervenants principaux ci-après : le membre du Conseil d'administration et Ministre chargé de l'intégration et de la macroéconomie à la Commission économique eurasiennne, Sergei Glazyev, le Président du Conseil d'administration de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), Benedict Okey Oramah, la Directrice générale de la Bank al Etihad de Jordanie, Nadia Al Saeed, le Directeur des politiques publiques et de l'Internet chez Telefónica S.A., en Espagne, Christoph Steck, le Président et Directeur général ghanéen de la Elizka Relief Foundation et Coprésident du Mécanisme régional africain pour les grands groupes et autres groupes d'intérêt, Kofi Kankam, ainsi que le représentant du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

127. Au cours du débat interactif qui a suivi, les représentantes et représentants du Liban, de l'Iraq et du Maroc ont fait des commentaires et posé des questions.

128. Les représentantes et représentants du grand groupe des travailleurs et des syndicats et du groupe d'intérêt des personnes âgées ont également participé à la discussion.

129. Le Président du Conseil a formulé des observations finales.

3) Examens nationaux volontaires

130. De la 14^e à la 17^e et de la 19^e à la 23^e réunion informelle, du 12 au 15 juillet 2021, 42 pays ont présenté leur examen national volontaire au forum (point 2 c) de l'ordre du jour). La liste des présentatrices et présentateurs des examens nationaux volontaires entendus lors de la session 2021 du forum figure dans le document [E/HLPF/2021/INF/2](#).

131. À sa 14^e réunion informelle, le 12 juillet, la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies a fait une déclaration sur les enseignements tirés des examens nationaux volontaires de 2021.

a) Examens nationaux volontaires : Azerbaïdjan, Égypte, Qatar et République tchèque

132. À sa 14^e réunion informelle, le 12 juillet, l'Azerbaïdjan, l'Égypte, le Qatar et la République tchèque ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Ukraine).

133. Les exposés ont été présentés au nom de l'Azerbaïdjan par le Vice-Premier Ministre et Président du Conseil de coordination national pour le développement durable, Ali Ahmadov, au nom de la République tchèque par le Ministre de l'environnement, Richard Brabec (également par vidéo préenregistrée), au nom de l'Égypte par la Ministre de la planification et du développement économique, Hala El Said, et au nom du Qatar par le Président de l'Autorité de la planification et des statistiques, Saleh bin Mohammad Al Nabit (vidéo préenregistrée).

134. Les représentantes et représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues de la Turquie, de la République de Corée, de la Chine et de l'Azerbaïdjan, ainsi que de ceux du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du grand groupe des enfants et des jeunes.

135. Le Vice-Président du Conseil (Ukraine) a formulé des observations finales.

b) Examens nationaux volontaires : Niger, Uruguay et Colombie

136. À sa 15^e réunion informelle, le 12 juillet, le Niger, l'Uruguay et la Colombie ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Mexique).

137. Les exposés ont été présentés au nom du Niger par le Ministre du Plan, Abdou Rabiou, au nom de l'Uruguay par le Directeur du bureau du plan et du budget, Isaac Alfie, et au nom de la Colombie par le Sous-directeur général sectoriel du département de la planification nationale, Daniel Gomez Gaviria.

138. Les représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues du Tchad, du Burkina Faso, du Paraguay, du Brésil, de la Suède et du Maroc, ainsi que du grand groupe des femmes et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

c) Examens nationaux volontaires : Cabo Verde, Guatemala et Mexique

139. À sa 15^e réunion informelle, le 12 juillet, Cabo Verde, le Guatemala et le Mexique ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Mexique).

140. Les exposés ont été présentés au nom du Cabo Verde par le Vice-Premier Ministre et Ministre des finances et de la promotion des entreprises, Olavo Correia, au nom du Guatemala par la Secrétaire générale de la planification au Secrétariat présidentiel de la planification et de la programmation, Luz Keila Virginia Gramajo Vilchez (vidéo préenregistrée), et au nom du Mexique par la Ministre de l'économie et Secrétaire technique du Programme 2030, Tatiana Clouthier Carrillo.

141. Les représentantes et représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues de la France, du Portugal, du Mexique, d'El Salvador, de l'Afrique du Sud et de l'Inde, ainsi que du grand groupe des organisations non gouvernementales.

142. Le Vice-Président du Conseil (Mexique) a formulé des observations finales.

d) Examens nationaux volontaires : Angola, Cuba, Antigua-et-Barbuda, État plurinational de Bolivie et Saint-Marin

143. À sa 16^e réunion informelle, le 13 juillet, l'Angola, Cuba, Antigua-et-Barbuda, l'État plurinational de Bolivie et Saint-Marin ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Botswana).

144. La présentation de l'Angola a été faite par la Ministre d'État pour le secteur social, Carolina Cerqueira (par vidéo préenregistrée). Elle a répondu aux observations et questions des représentantes et représentants du Danemark, de la France et du Portugal, ainsi que du grand groupe des enfants et des jeunes.

145. La présentation d'Antigua-et-Barbuda a été faite par le Ministre des affaires étrangères, de l'immigration et du commerce international, Everly Paul Chet Greene (également par vidéo préenregistrée). Il a répondu aux observations et questions des représentantes et représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de Sainte-Lucie, ainsi que du grand groupe des organisations non gouvernementales.

146. La présentation de Cuba a été faite par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'économie et de la planification, Alejandro Gil Fernández (également par vidéo préenregistrée). Il a répondu aux observations et questions des représentantes et représentants des Philippines, du Nicaragua, du Zimbabwe, de la République arabe syrienne, de l'Algérie et de l'Indonésie, ainsi que du grand groupe des femmes.

147. La présentation de l'État plurinational de Bolivie a été faite par la Ministre de la planification du développement, Felima Gabriela Mendoza Gumiel. Elle a répondu aux observations et questions des représentantes et représentants de la Fédération de Russie et du Mexique, ainsi que du groupe d'intérêt des acteurs de l'enseignement.

148. La présentation de Saint-Marin a été faite par le Secrétaire d'État pour les affaires étrangères, la coopération économique internationale et les télécommunications, Luca Beccari. Il a répondu aux observations et questions des représentantes et représentants de l'Andorre, de Malte et du Paraguay, ainsi que du groupe d'intérêt des bénévoles.

e) Examens nationaux volontaires : République populaire démocratique de Corée, Îles Marshall et Nicaragua

149. À la 17^e réunion informelle, le 13 juillet, la République populaire démocratique de Corée, les Îles Marshall et le Nicaragua ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Président du Conseil.

150. La présentation de la République populaire démocratique de Corée a été faite par le Représentant permanent auprès des Nations Unies, Song Kim. Il a répondu aux observations et questions des représentantes et représentants de Cuba, ainsi que du grand groupe des organisations non gouvernementales.

151. La présentation des Îles Marshall a été faite par le Ministre des affaires étrangères et du commerce, Casten Ned Nemra. Il a répondu aux observations et questions des représentantes et représentants des États fédérés de Micronésie et de la Géorgie, ainsi que du grand groupe des organisations non gouvernementales.

152. La présentation du Nicaragua a été faite par le Ministre des finances et du crédit public, Iván Acosta Montalvan. Il a répondu aux observations et questions des représentantes et représentants de Cuba, de l'Indonésie, de l'Inde, de la République arabe syrienne et du Zimbabwe, ainsi que du grand groupe des organisations non gouvernementales.

f) Examens nationaux volontaires : Chine, Afghanistan et Danemark

153. À sa 19^e réunion informelle, le 14 juillet, la Chine, l'Afghanistan et le Danemark ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Président du Conseil.

154. Les exposés ont été présentés au nom de la Chine par le Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères, Wang Yi (vidéo préenregistrée), au nom de l'Afghanistan par la Ministre de l'Économie, Karima Hamed Faryabi (vidéo préenregistrée), et au nom du Danemark par le Ministre des finances, Nicolai Wammen (également par vidéo préenregistrée).

155. Les représentantes et représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues de l'Indonésie, de l'Égypte, de l'Iraq, du Tchad, de la Suède, de la Suisse, des Pays-Bas, ainsi que de ceux du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

g) Examens nationaux volontaires : Thaïlande, Tchad et Norvège

156. À sa 19^e réunion informelle, le 14 juillet, la Thaïlande, le Tchad et la Norvège ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Président du Conseil.

157. Les exposés ont été présentés au nom de la Thaïlande par le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, Don Pramudwinai (vidéo préenregistrée), au nom du Tchad par le Ministre de l'économie, de la planification du développement et de la coopération internationale, Issa Doubragne (vidéo préenregistrée), et au nom de la Norvège par le Ministre des affaires communales et de la modernisation, Nikolai Astrup (vidéo préenregistrée).

158. Les représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues du Japon, du Bhoutan, du Costa Rica, du Niger, de l'Afghanistan, de Madagascar, de la Finlande et de la Malaisie, ainsi que du grand groupe des femmes, du grand groupe des travailleurs et des syndicats et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

159. Le Président du Conseil a formulé des observations finales.

h) Examens nationaux volontaires : Tunisie et Bahamas

160. À sa 20^e réunion informelle, le 14 juillet, la Tunisie et les Bahamas ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Suisse).

161. Les exposés ont été présentés au nom de la Tunisie par le Ministre de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement, Ali Kooli, et au nom des Bahamas par le Représentant permanent auprès des Nations Unies, Chet Donovan Neymour.

162. Les représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues de la France, du Qatar, de la République dominicaine et du Mexique, ainsi que du grand groupe des femmes et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

i) Examens nationaux volontaires : République dominicaine et Sierra Leone

163. À sa 20^e réunion informelle, le 14 juillet, la République dominicaine et la Sierra Leone ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Suisse).

164. Les exposés ont été présentés au nom de la République dominicaine par le Ministre de l'économie, de la planification et du développement, Miguel Ceara Hatton (vidéo préenregistrée), et au nom de la Sierra Leone par le Ministre du plan et du développement économique, Francis Mustapha Kai-Kai (vidéo préenregistrée).

165. Les représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues du Maroc, des Philippines, du Libéria, ainsi que du groupe d'intérêt des personnes handicapées et du groupe d'intérêt des bénévoles.

j) Examens nationaux volontaires : Japon, Allemagne, République démocratique populaire lao et Malaisie

166. À sa 21^e réunion informelle, le 15 juillet, le Japon, l'Allemagne, la République démocratique populaire lao et la Malaisie ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Suisse).

167. Les exposés ont été présentés au nom du Japon par le Ministre des affaires étrangères, Motegi Toshimitsu (vidéo préenregistrée), au nom de l'Allemagne par la Chancelière de la République fédérale, Angela Merkel (vidéo préenregistrée), au nom de la République démocratique populaire lao par le Ministre des affaires étrangères, Saleumxay Kommasith, et au nom de la Malaisie par le Ministre au Département de l'économie du Premier ministre, Dato' Sri Mustapa Mohamed.

168. Les représentantes et représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues de la Finlande, de l'Inde, de la Suisse, de l'Argentine, du Bangladesh, de la République de Corée, du Japon, du Mexique et de la Norvège, ainsi que de ceux du grand groupe des enfants et des jeunes, du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

k) Examens nationaux volontaires : Chypre, Indonésie, Iraq et Madagascar

169. À sa 22^e réunion informelle, le 15 juillet, Chypre, l'Indonésie, l'Iraq et Madagascar ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Botswana).

170. Les exposés ont été présentés au nom de Chypre par le Ministre des finances, Constantinos Petrides, au nom de l'Indonésie par le Ministre de la planification du développement national et Chef de l'Agence nationale de planification du développement, Suharso Monoarfa, au nom de l'Iraq par le Ministre du Plan, Khalid Battal Najim, et au nom de Madagascar par la Ministre de l'environnement et du développement durable, Baomiavotse Vahinala Raharinirina.

171. Les représentantes et représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues de l'Arménie, de l'Autriche, de la Bulgarie, de l'Iraq, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Finlande, du Pakistan, de l'Indonésie et de la Norvège, ainsi que du grand groupe des enfants et des jeunes et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

l) Examens nationaux volontaires : Bhoutan, Namibie, Espagne et Zimbabwe

172. À sa 22^e réunion informelle, le 15 juillet, le Bhoutan, la Namibie, l'Espagne et le Zimbabwe ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Botswana).

173. Les exposés ont été présentés au nom du Bhoutan par le Ministre des affaires étrangères, Tandi Dorji, au nom de la Namibie par le Directeur général de la Commission nationale de planification, Obeth Mbuipaha Kandjoze, au nom de l'Espagne par la Ministre des Droits sociaux et du Programme 2030, Ione Belarra Urteaga, et au nom du Zimbabwe par le Ministre du service public, du travail et de la protection sociale, Paul Mavima.

174. Les représentantes et représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues du Bangladesh, de l'Autriche, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Japon, de la Finlande, de l'Argentine, de la Nouvelle-Zélande et de Cuba, ainsi que du grand groupe des organisations non gouvernementales, du grand groupe des travailleurs et des syndicats et du grand groupe des enfants et des jeunes.

175. Le Vice-Président du Conseil (Botswana) a formulé des observations finales.

m) Examens nationaux volontaires : Paraguay et Suède

176. À sa 23^e réunion informelle, le 15 juillet, le Paraguay et la Suède ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Mexique).

177. Les exposés ont été présentés au nom du Paraguay par la Coordinatrice nationale de la Commission pour les objectifs de développement durable du Ministère des affaires étrangères, Helena Felip, et au nom de la Suède par le Ministre de l'environnement et du climat et Vice-Premier Ministre, Per Bolund.

178. La représentante et le représentant des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux commentaires et questions de leurs homologues du Chili, du Mexique et de la Finlande, ainsi que du grand groupe des peuples autochtones et du groupe d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes.

Annexe II

Documentation

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
A/76/79-E/2021/68	Résumé, établi par le Président du Conseil économique et social, des travaux du forum sur le suivi du financement du développement, y compris la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la CNUCED
E/2021/33	Rapport de la vingt-troisième session du Comité des politiques de développement
E/2021/56	Note du Secrétaire général transmettant le rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables
E/2021/58	Rapport du Secrétaire général intitulé « Point sur les objectifs de développement durable »
E/2021/60	Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2021
E/2021/61	Rapport du Secrétaire général sur les effets à long terme des tendances économiques, sociales et environnementales actuelles sur la réalisation des objectifs de développement durable
E/2021/62	Rapport du Secrétaire général sur une reprise durable et résiliente après la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable
E/2021/70	Note du Secrétariat sur le compte rendu des travaux de la septième réunion de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement
E/FFDF/2021/3	Rapport du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement
E/HLPF/2021/1	Ordre du jour provisoire et documentation
E/HLPF/2021/2	Note du Secrétariat résumant les documents de synthèse sur le thème du forum politique de haut niveau pour le développement durable présentés par les grands groupes et autres parties prenantes
E/HLPF/2021/3	Note du Secrétariat sur les rapports issus des forums régionaux pour le développement durable
E/HLPF/2021/3/Add.1	Note du Secrétariat transmettant la contribution de la septième session du Forum régional africain pour le développement durable
E/HLPF/2021/3/Add.2	Note du Secrétariat transmettant la contribution de la quatrième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable
E/HLPF/2021/3/Add.3	Note du Secrétariat transmettant la contribution de la cinquième session du forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
E/HLPF/2021/3/Add.4	Note du Secrétariat transmettant le rapport du huitième Forum Asie-Pacifique pour le développement durable
E/HLPF/2021/3/Add.5	Note du Secrétariat transmettant la contribution de la cinquième session du Forum arabe pour le développement durable
E/HLPF/2021/4	Note du Secrétariat faisant la synthèse des contributions volontaires des commissions techniques du Conseil économique et social et d'autres instances et organes intergouvernementaux
E/HLPF/2021/5	Note du Secrétariat transmettant la compilation des principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires de 2021
E/HLPF/2021/6	Note du Secrétariat transmettant le résumé établi par les Coprésidents à l'issue du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable
E/HLPF/2021/L.1	Projet de rapport
E/2021/L.26- E/HLPF/2021/L.2	Projet de déclaration ministérielle issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2021, organisé sous les auspices du Conseil économique et social, sur le thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable »
E/HLS/2021/1	Déclaration ministérielle issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2021, organisé sous les auspices du Conseil économique et social, sur le thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable »
E/HLPF/2021/INF/1	Liste des participants
E/HLPF/2021/INF/2	Note du Secrétariat transmettant la liste des présentateurs des examens nationaux volontaires entendus lors de la session 2021 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices du Conseil économique et social